

De Vice-Présidente en Minister van Cultuur en Kind,

A. GREOLI

De Vice-Président, Minister van Hoger Onderwijs, Onderwijs voor sociale promotie, Onderzoek en Media,
J.-Cl. MARCOURT

De Minister van Jeugd, Hulpverlening aan de Jeugd, Justitiehuisen, Sport en Promotie van Brussel,
belast met het toezicht op de Franse Gemeenschapscommissie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest,

R. MADRANE

De Minister van Onderwijs,

M.-M. SCHYNS

De Minister van Begroting, Ambtenarenzaken en Administratieve Vereenvoudiging,

A. FLAHAUT

Nota

Zitting 2018-2019

Stukken van het Parlement.

- Ontwerp van decreet, nr. 801-1.

- Commissieverslag nr. 801-2.

- Tekst aangenomen tijdens de plenaire vergadering, nr. 801-3.

Integraal verslag.

- Bespreking en aanneming.

- Vergadering van 24 april 2019.

MINISTÈRE DE LA COMMUNAUTÉ FRANÇAISE

[C – 2019/13214]

25 AVRIL 2019. — Décret relatif au secteur muséal en Communauté française

Le Parlement de la Communauté française a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit:

CHAPITRE I^{er}. — Dispositions générales

Article 1^{er}. Pour l'application du présent décret, il faut entendre par :

1° Musée : une institution permanente, sans but lucratif, au service de la société et de son développement, ouverte aux publics et qui fait des recherches concernant les témoins matériels et immatériels de l'homme et de son environnement, les acquiert, les conserve, les préserve, les communique et notamment les expose à des fins d'études, d'éducation et de délectation;

2° Pôle muséal : un partenariat formalisé entre des musées dans l'objectif de définir et de mettre en œuvre des actions communes favorisant le développement coordonné de leur fonctionnement et de leurs activités;

3° Opérateurs d'appui muséal : les personnes morales qui agissent dans l'intérêt des musées et pôles muséaux ou qui exercent, notamment dans le cadre de collaborations avec le secteur muséal, une ou plusieurs activités de valorisation du patrimoine culturel;

4° Commission : la Commission des Patrimoines culturels instaurée par l'article 82 du décret sur la Nouvelle Gouvernance culturelle;

5° Gouvernement : le Gouvernement de la Communauté française;

6° Ministre : le Ministre du Gouvernement de la Communauté française ayant la politique muséale dans ses attributions.

Art. 2. Ne peuvent prétendre à aucune reconnaissance ou subvention :

1° les personnes morales qui ont fait l'objet d'une condamnation pénale, prononcée par décision de justice coulée en force de chose jugée, en application des lois, décrets ou ordonnances tendant à lutter contre le racisme et les discriminations, pour :

a) incitation à la haine, à la discrimination ou à la violence à l'égard d'une personne, d'un groupe, d'une communauté ou de leurs membres;

b) diffusion d'idées fondées sur la supériorité ou la haine raciale;

c) négation, minimisation, justification ou approbation du génocide commis par le régime national-socialiste allemand pendant la seconde guerre mondiale;

d) harcèlement sexuel ou fondé sur un autre critère protégé par la législation;

e) injonction de discriminer sur base d'un critère protégé par la législation;

2° les personnes morales qui sont membres d'une organisation qui, de manière manifeste et répétée :

a) prône la discrimination ou la ségrégation fondée sur un critère protégé par les lois, décrets ou ordonnances tendant à lutter contre le racisme et les discriminations;

b) montre son hostilité envers les principes essentiels de la démocratie, tels qu'ils sont garantis par la Constitution belge et par la Convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales;

3° les associations de fait dont une personne visée aux 1° et 2° est membre.

CHAPITRE II. — *Du Musée de la Communauté française*

Art. 3. Le Musée de la Communauté française est institué et organisé directement par la Communauté française.

Art. 4. Le Musée de la Communauté française dispose d'une dotation annuelle délivrée en guise de budget de fonctionnement.

Le montant minimal de la dotation annuelle est, sous réserve des crédits budgétaires disponibles, de 1.000.000 euros. Ce montant peut être augmenté annuellement sur base de l'indice moyen des prix à la consommation, sur décision du Gouvernement.

Art. 5. Seul le Musée de la Communauté française peut utiliser l'appellation « Musée de la Communauté française ».

CHAPITRE III. — *De la reconnaissance et du subventionnement des musées par la Communauté française*

Art. 6. Le Gouvernement peut, après avis de la Commission et dans la limite des crédits budgétaires disponibles, reconnaître un musée pour une durée de cinq ans.

Section I^{ère}. — Conditions de reconnaissance

Art. 7. Le musée qui sollicite une reconnaissance doit répondre aux conditions suivantes :

1° être géré par une personne morale sans but lucratif, de droit public ou de droit privé, établie en région de langue française ou en région bilingue de Bruxelles-Capitale;

2° disposer d'une comptabilité distincte en partie double;

3° être en équilibre financier;

4° être installé dans des bâtiments dont il a la propriété ou la jouissance par bail ou convention écrite d'une durée d'au moins quinze ans;

5° disposer d'une collection permanente présentant un intérêt patrimonial;

6° ne pas contenir de biens acquis de manière illicite ou avoir pour objet la négation ou la réduction des droits d'un peuple, d'une personne ou d'un groupe de personnes;

7° ne pas faire partie d'un pôle muséal reconnu;

8° ne pas être un opérateur d'appui muséal subventionné en vertu du chapitre 7.

A défaut de remplir la condition visée à l'alinéa 1^{er}, 3°, dans le cas d'une demande de renouvellement de reconnaissance, le Musée doit disposer d'un plan d'assainissement approuvé par le Gouvernement.

Section II. — Critères de reconnaissance

Art. 8. § 1^{er}. Après avis de la Commission et dans la limite des crédits budgétaires disponibles, le Gouvernement répartit les musées reconnus en quatre catégories qu'il détermine.

Ils démontrent leur capacité à respecter les fonctions muséales suivantes :

1° présenter des garanties suffisantes quant à l'étude, la médiation, la conservation et la gestion de la collection permanente et des éventuelles collections et pièces qui lui sont confiées en dépôt;

2° disposer d'une infrastructure adaptée à l'ensemble des fonctions muséales en ce compris la sauvegarde du patrimoine par des équipements adéquats;

3° disposer d'un personnel qualifié pour assurer les fonctions scientifiques, administratives, éducatives, techniques et de sécurité active;

4° développer un plan de communication et de promotion touristique;

5° être accessible au public selon les modalités définies préalablement par le musée;

6° disposer d'une politique tarifaire adaptée et d'une approche dynamique au bénéfice des publics socialement et culturellement diversifiés;

7° intégrer les nouvelles technologies dans son fonctionnement comme dans ses activités scientifiques et culturelles;

8° développer des collaborations avec d'autres musées et institutions actives dans les domaines culturel, éducatif, social, économique et touristique et s'efforcer de mutualiser certains coûts et prestations.

§ 2. Le Gouvernement détermine la procédure d'introduction d'une demande de reconnaissance et de renouvellement de reconnaissance d'un musée ainsi que les modalités de recours.

§ 3. Lorsqu'ils constatent des manquements graves et avérés, une négligence ou un acte contraire à la préservation du patrimoine ou aux dispositions du présent décret et après avis de la Commission, le Gouvernement se prononce sur des sanctions allant de la suspension du versement des subventions au retrait de la reconnaissance.

Le Gouvernement détermine les modalités d'instruction d'une procédure de sanction.

§ 4. Seuls les musées reconnus peuvent utiliser l'appellation « Musée reconnu par la Communauté française ».

Section III. — Octroi de subventions

Art. 9. § 1^{er}. Dans la limite des crédits budgétaires disponibles, le Gouvernement alloue une subvention annuelle aux musées reconnus en vue de :

1° l'optimisation des fonctions muséales de manière équilibrée dans un cadre quinquennal;

2° l'établissement et le maintien d'une structure de base de membres du personnel, correspondant aux critères de reconnaissance énoncés à l'article 8, § 1^{er}, 3°;

3° la formation permanente du personnel et des collaborateurs du musée;

4° la réalisation de projets de création, d'aménagement et de développement.

§ 2. Le Gouvernement détermine les modalités de calcul des subventions des quatre catégories de musées reconnus.

CHAPITRE IV. - De la reconnaissance et du subventionnement des pôles muséaux par la Communauté française*Section I^{re}. — Conditions de reconnaissance*

Art. 10. Le pôle muséal qui sollicite une reconnaissance pour une durée de cinq ans doit répondre aux conditions suivantes :

1° rassembler des musées, reconnus ou non, respectant l'ensemble des conditions de reconnaissance énoncées à l'article 7, alinéa 1^{er}, 1° à 6° et 8°;

2° être constitué au minimum de quatre musées;

3° disposer au minimum d'une convention de partenariat établie entre les musées du pôle définissant notamment une structure de gouvernance au sein de laquelle seront identifiés :

a) un directeur ou conservateur, titulaire d'une licence ou d'un master, responsable de l'organisation du pôle muséal, engagé à temps plein;

b) un responsable des collections du pôle muséal, et de leur numérisation, titulaire d'une licence ou d'un master, engagé à temps plein;

c) un responsable de la cellule éducative du pôle muséal, diplômé de l'enseignement supérieur, engagé à mi-temps au minimum;

d) un responsable de la cellule communication du pôle muséal, diplômé de l'enseignement supérieur, engagé à mi-temps au minimum.

Section II. — Critères de reconnaissance

Art. 11. § 1^{er}. Après avis de la Commission et dans la limite des crédits budgétaires disponibles, le Gouvernement peut reconnaître un pôle muséal disposant d'un plan quinquennal scientifique, culturel et financier commun, pouvant se caractériser par une thématique ou une zone géographique déterminée en région de langue française ou en région bilingue de Bruxelles-Capitale.

§ 2. Les pôles muséaux démontrent leur capacité à respecter les fonctions communes suivantes :

1° un plan de gestion de l'activité administrative, scientifique et financière,

2° un plan de communication;

3° une politique tarifaire intégrée;

4° une structure pédagogique et une offre scolaire;

5° la gestion coordonnée des réserves de collections;

6° la gestion coordonnée d'ateliers, d'entrepôts et de tout autre espace dévolu à leur activité;

7° l'organisation d'événements en commun;

8° un programme de recherche et d'étude.

Le Gouvernement détermine les objectifs à mettre en œuvre par les pôles muséaux pour répondre aux fonctions communes visées à l'alinéa 1^{er}.

§ 3. Le Gouvernement détermine la procédure d'introduction d'une demande de reconnaissance et de renouvellement de reconnaissance d'un pôle muséal ainsi que les modalités de recours.

§ 4. L'article 8, § 3, s'applique aux pôles muséaux reconnus.

§ 5. Un musée reconnu perd automatiquement sa reconnaissance dès qu'il intègre un pôle muséal. Un même musée peut intégrer jusqu'à deux pôles muséaux.

§ 6. Seuls les pôles muséaux reconnus peuvent utiliser l'appellation « Pôle muséal reconnu par la Communauté française ».

Section III. — Octroi de subventions

Art. 12. § 1^{er}. Dans la limite des crédits budgétaires disponibles, le Gouvernement alloue une subvention annuelle aux pôles muséaux reconnus en vue de :

1° la réalisation d'une politique cohérente de gestion et de valorisation des collections, en accord avec les différents musées qui composent le pôle, notamment par le développement d'une gestion centralisée des espaces de réserves;

2° l'établissement et le maintien d'une structure de base de membres du personnel permettant de rencontrer, de manière équilibrée, l'ensemble des fonctions muséales communes et les besoins en formation du personnel employé au sein du pôle;

3° l'établissement et le maintien d'une structure de base d'infrastructures muséales permettant de rencontrer, de manière équilibrée, l'ensemble des objectifs de gestion, de valorisation et de mutualisation des activités;

4° la réalisation de projets scientifiques et culturels communs.

§ 2. Le Gouvernement détermine les modalités de calcul des subventions des pôles muséaux reconnus.

CHAPITRE V. — Du dispositif d'aide à la création et de mise en conformité*Section I^{re}. — Objet*

Art. 13. § 1^{er}. Le Gouvernement peut, après avis de la Commission et dans la limite des crédits budgétaires disponibles, délivrer aux musées en projet ou existant, qui ne rencontrent pas les conditions et les critères pour bénéficier d'une reconnaissance comme musée, les deux types d'aide suivants :

1° une aide à la création d'un musée;

2° une aide au développement d'un plan de mise en conformité.

§ 2. Le Gouvernement peut, après avis de la Commission et dans la limite des crédits budgétaires disponibles, délivrer aux musées en projet ou existant, reconnus ou non, une aide à la création d'un pôle muséal.

§ 3. Une aide à la création ou au développement d'un plan de mise en conformité ne peut :

- 1° être octroyée à une même initiative pendant plus de trois ans pour une aide à la création et pendant plus de cinq ans pour une aide au développement d'un plan de mise en conformité;
- 2° couvrir des frais inhérents à la construction ou à la rénovation d'infrastructures.

Section II. — Conditions

Art. 14. § 1^{er}. Le musée en projet ou existant qui sollicite l'une des aides visées à l'article 13, § 1^{er}, doit répondre aux conditions suivantes :

- 1° être géré par une personne morale sans but lucratif, de droit public ou de droit privé, établie en région de langue française ou en région bilingue de Bruxelles-Capitale;
- 2° disposer d'une comptabilité distincte en partie double;
- 3° disposer d'une collection présentant un intérêt patrimonial;
- 4° disposer d'au moins un membre du personnel justifiant d'une expérience en gestion des collections et titulaire d'un diplôme de l'enseignement supérieur.

§ 2. Le pôle muséal en projet qui souhaite solliciter l'aide visée à l'article 13, § 2, doit répondre aux conditions suivantes :

- 1° rassembler des musées, reconnus ou non, respectant les conditions de reconnaissance énoncées à l'article 7, alinéa 1^{er}, 1° à 6° et 8°;
- 2° rassembler au minimum deux musées;
- 3° formaliser, entre les musées rassemblés, une convention de partenariat.

§ 3 Pour bénéficier d'une aide, telle que définie à l'article 13, § 1^{er}, le musée doit :

1° disposer d'une stratégie et d'un plan développement des fonctions muséales définies à l'article 8, § 1^{er}, alinéa 2, correspondant à la nature de l'aide sollicitée et pour une durée n'excédant pas le délai maximal fixé par l'article 13, § 3;

2° pour une demande d'aide à la création d'un musée :

- a) disposer d'une analyse d'opportunité quant au développement d'une nouvelle structure au regard de l'offre culturelle et muséale existante en Communauté française;
- b) être installé ou disposer d'un projet ferme d'installation dans des bâtiments dont elle a la propriété ou la jouissance par bail ou convention écrite d'une durée d'au moins quinze ans;

3° pour une demande d'aide au développement d'un plan de mise en conformité, indiquer la catégorie de reconnaissance visée.

Pour bénéficier d'une aide, telle que définie à l'article 13, § 2, le pôle muséal en projet doit disposer d'une stratégie de développement du plan scientifique, culturel et financier commun visé à l'article 11, § 1^{er}, du décret, pour une durée correspondant à la durée sollicitée, pour autant qu'elle n'excède pas le délai maximal fixé par l'article 13, § 3.

§ 4. Le Gouvernement détermine les montants pouvant être alloués dans le cadre de la délivrance des soutiens visés à l'article 13, §§ 1^{er} et 2.

§ 5. Le Gouvernement détermine la procédure d'introduction d'une demande d'aide à la création d'un musée ou d'un pôle muséal ainsi que d'une demande d'aide au développement de mise en conformité.

CHAPITRE VI. — De la gratuité d'accès

Art. 15. Le Musée de la Communauté française ainsi que les musées et pôles muséaux, reconnus ou bénéficiaires de l'une des aides définies au chapitre 5, offrent l'accès gratuit à tous les visiteurs, le premier dimanche de chaque mois.

CHAPITRE VII. — Du subventionnement des opérateurs d'appui muséal

Section I^{re}. — Objet

Art. 16. § 1^{er}. - Le Gouvernement peut, après avis de la Commission et dans la limite des crédits budgétaires disponibles, délivrer aux opérateurs d'appui les deux types de soutien suivants :

- 1° un soutien ponctuel pour l'organisation d'un événement ou la réalisation d'une publication;
- 2° une aide quadriennale au fonctionnement.

§ 2. Le Gouvernement détermine les montants pouvant être alloués dans le cadre de la délivrance des soutiens visés au paragraphe 1^{er}.

Section II. — Conditions d'octroi

Art. 17. § 1^{er}. L'opérateur d'appui muséal qui souhaite solliciter un soutien ponctuel ou une aide quadriennale doit répondre aux conditions suivantes :

- 1° être une personne morale établie en région de langue française ou en région bilingue de Bruxelles-Capitale;
- 2° disposer d'une comptabilité distincte en partie double;
- 3° être en équilibre financier;
- 4° ne pas déjà disposer d'une reconnaissance comme musée délivrée dans le cadre du présent décret et ne pas faire partie d'un pôle muséal.

Pour bénéficier d'un soutien ponctuel ou d'une aide quadriennale, l'opérateur d'appui muséal doit remplir l'un des critères suivants :

1° développer des activités d'information, de conseil ou d'autres services au bénéfice des professionnels œuvrant dans le secteur muséal de la Communauté française;

2° développer des activités de valorisation du patrimoine culturel.

A défaut de remplir la condition visée à l'alinéa 1^{er}, 4°, dans le cas d'une demande de renouvellement de convention, l'opérateur d'appui muséal doit disposer d'un plan d'assainissement approuvé par le Gouvernement.

§ 2 Le Gouvernement détermine la procédure d'introduction d'une demande de soutien ponctuel et d'une convention quadriennale ainsi que les modalités de recours.

CHAPITRE VIII. — *Dispositions finales et abrogatoires*

Art. 18. Le contrôle du respect de l'emploi des subventions est exercé conformément aux articles 11 à 14 de la loi du 16 mai 2003 fixant les dispositions générales applicables aux budgets, au contrôle des subventions et à la comptabilité des communautés et des régions, ainsi qu'à l'organisation du contrôle de la Cour des comptes et qu'aux articles 61 et 62 du décret du 20 décembre 2011 portant organisation du budget et de la comptabilité des Services du Gouvernement de la Communauté française.

Le Gouvernement détermine les modalités d'exercice de ce contrôle.

Art. 19. Le Gouvernement détermine s'il échet, et pour autant que les conditions de subvention soient liées à la qualité de l'emploi, les éléments provenant du cadastre de l'emploi créé au sein du Secrétariat général, tel que défini par le décret du 19 octobre 2007 instaurant un cadastre de l'emploi non marchand en Communauté française.

Art. 20. Le présent décret fait l'objet d'une évaluation une fois tous les cinq ans.

L'évaluation se présente sous la forme d'un rapport portant sur l'exécution du présent décret. Il est rédigé conjointement par le Gouvernement et l'Observatoire des politiques culturelles et est soumis, pour avis, au Conseil supérieur de la Culture et à la Chambre de concertation des Patrimoines culturels. Ce rapport est présenté au Parlement par le Gouvernement.

Art. 21. La mesure de gratuité visée à l'article 15 fait l'objet d'une évaluation quadriennale spécifique menée en partenariat avec le prestataire de services sélectionné par marché public pour en effectuer la promotion et sur base d'indicateurs préalablement définis par la Chambre de concertation des Patrimoines culturels.

Art. 22. Le présent décret s'applique aux musées et institutions muséales reconnus par le décret du 17 juillet 2002 relatif à la reconnaissance et au subventionnement des musées et autres institutions muséales, à la veille de son abrogation. Les termes et conditions qui ne respectent pas les dispositions du présent décret sont adaptés lors du renouvellement.

Art. 23. Le décret du 17 juillet 2002 relatif à la reconnaissance et au subventionnement des musées et autres institutions muséales est abrogé.

Art. 24. Le présent décret entre en vigueur le 1^{er} janvier 2020.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 25 avril 2019.

Le Ministre-Président, en charge de l'Egalité des Chances et des Droits des Femmes,
R. DEMOTTE

La Vice-Présidente et Ministre de la Culture et de l'Enfance,
A. GREOLI

Le Vice-Président et Ministre de l'Enseignement supérieur, de l'Enseignement de Promotion sociale,
de la Recherche et des Médias,
J.-Cl. MARCOURT

Le Ministre de la Jeunesse, de l'Aide à la jeunesse, des Maisons de justice, des Sports et de la Promotion
de Bruxelles, chargé de la tutelle sur la Commission communautaire française de la Région de Bruxelles-Capitale,
R. MADRANE

La Ministre de l'Education,
M.-M. SCHYNS

Le Ministre du Budget, de la Fonction publique et de la Simplification administrative,
A. FLAHAUT

—
Note

Session 2018-2019

Documents du Parlement.

- Projet de décret, n° 796-1
- Amendements en commission, n° 796-2
- Rapport de commission, n° 796-3.
- Texte adopté en commission, n° 796-4.
- Texte adopté en séance plénière, n° 796-5

Compte-rendu intégral.

- Discussion et adoption. Séance du 24 avril 2019.

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

[C – 2019/13214]

25 APRIL 2019. — Decreet betreffende de museumsector in de Franse Gemeenschap

Het Parlement van de Franse Gemeenschap heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt:

HOOFDSTUK I. — *Algemene bepalingen*

Artikel 1. Voor de toepassing van dit decreet wordt verstaan onder:

1° Museum: een permanente instelling zonder winstoogmerk ten dienste van de samenleving en haar ontwikkeling, open voor het publiek, die onderzoek verricht naar de materiële en immateriële getuigen van de mens en zijn omgeving, ze verwerft, bewaart, conserveert, communiceert en ze in het bijzonder tentoonstelt met het oog op studie, opvoeding en plezier;

2° Museumcluster: een geformaliseerd partnerschap tussen musea met het oog op het definiëren en uitvoeren van gezamenlijke acties om de gecoördineerde ontwikkeling van hun werking en activiteiten te bevorderen;

3° Museum-ondersteunende operatoren: rechtspersonen die in het belang van musea en museumclusters handelen of die één of meer activiteiten uitvoeren om het cultureel erfgoed te promoten, in het bijzonder in het kader van de samenwerking met de museumsector;

4° Commissie: de Commissie Cultureel Erfgoed, ingesteld bij artikel 82 van het decreet Nieuw Cultuurbestuur;

5° Regering: de Regering van de Franse Gemeenschap;

6° Minister: de Minister van de Regering van de Franse Gemeenschap belast met het museumbeleid.

Art. 2. Komen niet in aanmerking voor erkenning of subsidie:

1° rechtspersonen tegen wie een strafrechtelijke veroordeling is uitgesproken bij een rechterlijke beslissing die kracht van gewijsde heeft, krachtens wetten, decreten of verordeningen ter bestrijding van racisme en discriminatie, voor:

- a) het aanzetten tot haat, discriminatie of geweld tegen een persoon, groep, gemeenschap of hun leden;
- b) verspreiding van ideeën die gebaseerd zijn op raciale superioriteit of haat;
- c) ontkenning, minimalisering, rechtvaardiging of goedkeuring van de genocide van het Duitse nationaalsocialistische regime tijdens de Tweede Wereldoorlog;
- d) seksueel ongewenst gedrag of ongewenst gedrag op grond van een ander wettelijk beschermd criterium;
- e) een bevel tot discriminatie op basis van een wettelijk beschermd criterium.

2° indien hij lid is van een organisatie die, duidelijk en herhaaldelijk:

- a) voor discriminatie of segregatie pleit op basis van een criterium dat beschermd wordt door wetten, decreten of verordeningen ter bestrijding van racisme en discriminatie;
- b) blijk geeft van zijn vijandigheid ten aanzien van de essentiële beginselen van de democratie, zoals gewaarborgd door de Belgische grondwet en het Europees Verdrag tot bescherming van de rechten van de mens en de fundamentele vrijheden;

3. de facto verenigingen waarvan een persoon als bedoeld in 1° en 2° lid is.

HOOFDSTUK II. — *Het Museum van de Franse Gemeenschap*

Art. 3. Het Museum van de Franse Gemeenschap wordt rechtstreeks door de Franse Gemeenschap opgericht en georganiseerd.

Art. 4. Het Museum van de Franse Gemeenschap beschikt over een jaarlijkse toewijzing in de vorm van een operationele begroting.

De minimale jaarlijkse toewijzing bedraagt 1 000 000 000 EUR, afhankelijk van de beschikbare begrotingskredieten. Dit bedrag kan jaarlijks worden verhoogd op basis van de gemiddelde consumentenprijsindex, bij besluit van de Regering.

Art. 5. Alleen het Museum van de Franse Gemeenschap mag de naam "Musée de la Communauté française" gebruiken.

HOOFDSTUK III. — *Erkenning en subsidiëring van musea door de Franse Gemeenschap*

Art. 6. De Regering kan, na advies van de Commissie en binnen de perken van de beschikbare begrotingskredieten, een museum erkennen voor een periode van vijf jaar.

Afdeling I. — Voorwaarden voor erkenning

Art. 7. Het museum dat erkenning aanvraagt, moet aan de volgende voorwaarden voldoen:

1° worden beheerd door een publiek- of privaatrechtelijke rechtspersoon zonder winstoogmerk, gevestigd in het Franse taalgebied of in het tweetalige gebied Brussel-Hoofdstad;

2° een afzonderlijke dubbele boekhouding voeren;

3° in financieel evenwicht zijn;

4° worden geïnstalleerd in gebouwen waarvan het de eigendom of het gebruik door middel van huring of schriftelijke overeenkomst voor een periode van ten minste vijftien jaar heeft;

5° een permanente verzameling van erfgoedbelangen hebben;

6° geen onrechtmatig verkregen goederen bevatten of tot doel hebben de rechten van een volk, een persoon of een groep personen te ontzeggen of te beperken;

7° niet deel uitmaken van een erkend museumcluster;

8° geen gesubsidieerde museum-ondersteunende operator zijn in de zin van hoofdstuk 7.

Indien niet voldaan is aan de voorwaarde vermeld in het eerste lid, 3°, moet het Museum, in geval van een aanvraag tot hernieuwing van de erkenning, beschikken over een door de Regering goedgekeurd saneringsplan.

Afdeling II. — Erkenningscriteria

Art. 8. § 1. Na advies van de Commissie en binnen de perken van de beschikbare begrotingskredieten verdeelt de Regering de erkende musea in vier door haar te bepalen categorieën.

Zij tonen hun vermogen om de volgende museale functies te in acht te nemen:

1° voldoende waarborgen bieden met betrekking tot de studie, de bemiddeling, het behoud en het beheer van de permanente collectie en de mogelijke collecties en voorwerpen die het in bewaring zou kunnen krijgen;

2° beschikken over een infrastructuur die aangepast is aan alle museale functies, met inbegrip van het behoud van het erfgoed door middel van aangepaste uitrusting;

3° beschikken over gekwalificeerd personeel om wetenschappelijke, administratieve, educatieve, technische en actieve veiligheidsopdrachten uit te voeren;

4° een communicatie- en toerismepromotieplan te ontwikkelen;

5° voor het publiek toegankelijk zijn volgens de vooraf door het museum vastgestelde procedures;

6° een aangepast prijsbeleid en een dynamische aanpak voeren ten behoeve van een sociaal en cultureel gediversifieerd publiek;

7° nieuwe technologieën integreren in haar activiteiten en in haar wetenschappelijke en culturele activiteiten;

8° samenwerking ontwikkelen met andere musea en instellingen die actief zijn op cultureel, educatief, sociaal, economisch en toeristisch gebied en zich inspanssen om bepaalde kosten en diensten te delen.

§ 2. De Regering bepaalt de procedure voor de indiening van een erkenningsaanvraag en voor de hernieuwing van de erkenning van een museum en de beroepsprocedures.

§ 3. Wanneer zij ernstige en bewezen inbreuken, nalatigheden of een handeling die in strijd is met het behoud van goederen of met de bepalingen van dit decreet ontdekt, beslist de Regering, na advies van de Commissie, over sancties, gaande van de opschorting van de betaling van de subsidies tot de intrekking van de erkenning.

De Regering stelt de procedures vast voor het onderzoek van de sanctieprocedures.

§ 4. Alleen erkende musea mogen de benaming "Museum erkend door de Franse Gemeenschap" gebruiken.

Afdeling III. — Toekenning van subsidies

Art. 9. § 1. Binnen de perken van de beschikbare begrotingsmiddelen kent de Regering jaarlijks een subsidie toe aan erkende musea met het oog op:

1° de optimalisering van de museale functies op een evenwichtige manier binnen een vijfjarig kader;

2° het opzetten en in stand houden van een basisstructuur van het personeel, die beantwoordt aan de erkenningscriteria vermeld in artikel 8, § 1, 3°;

3° de permanente vorming van het personeel en de medewerkers van het museum;

4° de verwezenlijking van creatieve, plannings- en ontwikkelingsprojecten.

§ 2. De Regering bepaalt de wijze van berekening van de subsidies van de vier categorieën van erkende musea.

HOOFDSTUK IV. — Erkennung en subsidiëring van museumclusters door de Franse Gemeenschap

Afdeling I. — Voorwaarden voor erkenning

Art. 10. Het museumcluster dat een erkenning voor een periode van vijf jaar aanvraagt, moet aan de volgende voorwaarden voldoen:

1° al dan niet erkende musea die voldoen aan alle erkenningsvoorwaarden van artikel 7, eerste lid, 1° tot en met 6° en 8°, samenbrengen;

2° bestaan uit minstens vier musea;

3° ten minste één partnerschapsovereenkomst tussen de musea van het cluster hebben gesloten, waarin inzonderheid een beheersstructuur wordt vastgelegd waarbinnen zij zullen worden geïdentificeerd:

a) een directeur of curator, met een licentie of een masterdiploma, die verantwoordelijk is voor de organisatie van het museumcluster en die voltijds in dienst is;

b) een persoon die verantwoordelijk is voor de collecties van het museum en de digitalisering ervan, die in het bezit is van een licentie of een masterdiploma en die voltijds in dienst is;

c) een persoon die verantwoordelijk is voor de onderwijseenheid van het museumcluster, een afgestudeerde student van het hoger onderwijs, die ten minste halftijds in dienst is genomen;

d) een persoon die verantwoordelijk is voor de communicatie-eenheid van het museumcluster, een afgestudeerde student van het hoger onderwijs, die ten minste halftijds in dienst is genomen.

Afdeling II. — Erkenningscriteria

Art. 11. § 1. De Regering kan, na advies van de Commissie en binnen de perken van de beschikbare begrotingskredieten, een museumcluster erkennen met een gemeenschappelijk vijfjarenplan op wetenschappelijk, cultureel en financieel gebied, dat kan worden gekenmerkt door een specifiek thema of een specifiek geografisch gebied in het Franse taalgebied of in het tweetalige gebied Brussel-Hoofdstad.

§ 2. De museumclusters tonen hun vermogen om de volgende gemeenschappelijke functies in acht te nemen:

1° een beheersplan voor de administratieve, wetenschappelijke en financiële activiteiten;

2° een communicatieplan;

3° een geïntegreerd prijsbeleid;

4° een pedagogische structuur en een schoolaanbod;

5° het gecoördineerde beheer van de verzamelingenreserves;

6° het gecoördineerde beheer van werkplaatsen, opslagplaatsen en andere ruimten die aan hun activiteiten zijn gewijd;

7° de organisatie van gezamenlijke evenementen;

8° een onderzoeks- en studieprogramma.

De Regering bepaalt de doelstellingen die de museumclusters moeten verwezenlijken om de in het eerste lid bedoelde gemeenschappelijke functies te vervullen.

§ 3. De Regering bepaalt de procedure voor de indiening van een erkenningsaanvraag en de hernieuwing van de erkenning van een museumcluster, alsook de beroepsprocedures.

§ 4. Artikel 8, lid 3, is van toepassing op erkende museumclusters.

§ 5. Een erkend museum verliest automatisch zijn erkenning zodra het een museumcluster binnenkomt. Hetzelfde museum kan tot van twee museumclusters deel uitmaken.

§ 6. Alleen erkende museumclusters mogen de benaming "Pôle muséal reconnu par la Communauté française" gebruiken.

Afdeling III. — Toekenning van subsidies

Art. 12. § 1. Binnen de perken van de beschikbare begrotingsmiddelen kent de Regering jaarlijks een subsidie toe aan de erkende museumclusters om de kosten te dekken van:

1° de uitvoering van een coherent beleid voor het beheer en de valorisatie van de collecties, in overleg met de verschillende musea die het centrum vormen, in het bijzonder door de ontwikkeling van een gecentraliseerd beheer van de reservaten;

2° de oprichting en instandhouding van een basisstructuur voor het personeel om op evenwichtige wijze te voorzien in alle gemeenschappelijke museale functies en in de opleidingsbehoeften van het personeel van het centrum;

3° de oprichting en het onderhoud van een basisstructuur van de museuminfrastructuur om op evenwichtige wijze te voldoen aan alle doelstellingen van beheer, verbetering en bundeling van activiteiten;

4° de uitvoering van gezamenlijke wetenschappelijke en culturele projecten.

§ 2. De Regering bepaalt de wijze van berekening van de subsidies van de erkende museumclusters.

HOOFDSTUK V. — Het systeem voor hulp bij de oprichting en naleving.

Afdeling I. — Doel

Art. 13. § 1. De Regering kan, na advies van de Commissie en binnen de perken van de beschikbare begrotingskredieten, de volgende twee soorten steun verlenen aan geplande of bestaande musea die niet voldoen aan de voorwaarden en criteria voor erkenning als museum:

1° hulp bij de oprichting van een museum;

2° bijstand bij de ontwikkeling van een nalevingsplan.

§ 2. De Regering kan, na overleg met de Commissie en binnen de perken van de beschikbare begrotingskredieten, steun verlenen aan geplande of bestaande musea, al dan niet erkend, voor de oprichting van een museumcluster.

§ 3. Bijstand bij het opstellen of ontwikkelen van een nalevingsplan mag niet worden verleend:

1° voor hetzelfde initiatief worden toegekend voor een periode van meer dan drie jaar voor bijstand bij het opstellen van een nalevingsplan en voor een periode van meer dan vijf jaar voor bijstand bij de ontwikkeling van een nalevingsplan;

2° de kosten dekken die inherent zijn aan de bouw of renovatie van infrastructuur.

Afdeling II. — Voorwaarden

Art. 14. § 1. Een gepland of bestaand museum dat een aanvraag indient voor een van de in artikel 13, § 1, bedoelde subsidies moet aan de volgende voorwaarden voldoen:

1° worden beheerd door een publiek- of privaatrechtelijke rechtspersoon zonder winstoogmerk, gevestigd in het Franse taalgebied of in het tweetalige gebied Brussel-Hoofdstad;

2° een afzonderlijke gedeeltelijke dubbele boekhouding voeren;

3° een verzameling van erfgoedbelang hebben;

4° minstens één personeelslid met ervaring op het gebied van collectiebeheer en een diploma van het hoger onderwijs hebben.

§ 2. Het voorgestelde museumcluster dat de in artikel 13, lid 2, bedoelde bijstand wenst aan te vragen, moet aan de volgende voorwaarden voldoen:

1° al dan niet erkende musea die voldoen aan de erkenningsvoorwaarden van artikel 7, eerste lid, 1° tot en met 6° en 8°, samenbrengen;

2° ten minste twee musea samenbrengen;

3° het formaliseren, tussen de verzamelde musea, van een partnerschapsovereenkomst.

§ 3 Om hulp te ontvangen, zoals gedefinieerd in artikel 13, § 1, moet het museum:

1° beschikken over een strategie en een ontwikkelingsplan voor de in artikel 8, § 1, tweede lid, bedoelde museale functies, in overeenstemming met de aard van de gevraagde bijstand en voor een periode die de in artikel 13, § 3, vastgestelde maximumtermijn niet overschrijdt;

2° voor een verzoek om bijstand bij de oprichting van een museum:

a) een analyse van de mogelijkheid om een nieuwe structuur te ontwikkelen in het licht van het bestaande culturele en museale aanbod in de Franse Gemeenschap;

b) geïnstalleerd zijn of over een vast project voor installatie in gebouwen die zijn eigendom zijn of die het door middel van een huurcontract of schriftelijke overeenkomst voor een periode van ten minste vijftien jaar geniet;

3° voor een aanvraag om bijstand bij het opstellen van een nalevingsplan: de beoogde categorie van erkenning vermelden.

Om in aanmerking te komen voor steun, zoals gedefinieerd in artikel 13, § 2, moet het voorgestelde museumcluster beschikken over een strategie voor de ontwikkeling van het gemeenschappelijk wetenschappelijk, cultureel en financieel plan bedoeld in artikel 11, § 1, van het decreet, voor een periode die overeenkomt met de aangevraagde termijn, op voorwaarde dat deze de in artikel 13, § 3 vastgestelde maximumperiode niet overschrijdt.

§ 4. De Regering bepaalt de bedragen die kunnen worden toegekend in verband met het verlenen van de in artikel 13, § 1 en 2 bedoelde steun.

§ 5. De Regering bepaalt de procedure voor het indienen van een aanvraag om bijstand bij het opzetten van een museum of museumcluster alsook een aanvraag om bijstand bij het ontwikkelen van de naleving.

HOOFDSTUK VI. — *Kosteloze toegang*

Art. 15. Het Museum van de Franse Gemeenschap en de musea en museumclusters, die erkend zijn of gebruik maken van een van de in hoofdstuk 5 beschreven hulpmiddelen, bieden op de eerste zondag van elke maand kosteloze toegang aan alle bezoekers.

HOOFDSTUK VII. — *Subsidiëring van museum-ondersteunende operatoren*

Afdeling I. — Doel

Art. 16. § 1. - De Regering kan, na advies van de Commissie en binnen de perken van de beschikbare begrotingskredieten, de volgende twee soorten steun verlenen om de marktdeelnemers te steunen:

- 1° eenmalige steun voor de organisatie van een evenement of de productie van een publicatie;
- 2° exploitatiesteun voor een periode van vier jaar.

§ 2. De Regering bepaalt de bedragen die kunnen worden toegekend in verband met de verlening van de in het eerste lid bedoelde steun.

Afdeling II. — Voorwaarden voor de toekenning

Art. 17. lid 1. De museum-ondersteunende operatoren die een eenmalige of vierjaarlijkse ondersteuning aanvragen, moeten aan de volgende voorwaarden voldoen:

- 1° een rechtspersoon zijn die gevestigd is in het Franse taalgebied of in het tweetalige gebied Brussel-Hoofdstad;
- 2° een afzonderlijke gedeeltelijke dubbele boekhouding voeren;
- 3° in financieel evenwicht zijn;
- 4° niet reeds erkend zijn als museum in het kader van dit decreet en niet deel uitmaken van een museumcluster.

Om eenmalige of vierjaarlijkse ondersteuning te ontvangen, moet de museum-ondersteunende operator voldoen aan een van de volgende criteria:

- 1° informatie-, advies- of andere diensten ontwikkelen ten behoeve van professionals die werkzaam zijn in de museale sector van de Franse Gemeenschap;
- 2° activiteiten ontwikkelen om het cultureel erfgoed te promoten.

Indien niet voldaan is aan de voorwaarde vermeld in het eerste lid, 4°, moet de museum-ondersteunende operator in geval van een aanvraag tot hernieuwing van een overeenkomst, beschikken over een door de Regering goedgekeurd saneringsplan.

§ 2. De Regering bepaalt de procedure voor het indienen van een eenmalige steunaanvraag en een vierjarige overeenkomst, alsook de beroepsprocedures.

HOOFDSTUK VIII. — *Slot- en opheffingsbepalingen*

Art. 18. Het toezicht op de naleving van het gebruik van de subsidies gebeurt overeenkomstig de artikelen 11 tot en met 14 van de wet van 16 mei 2003 tot vaststelling van de algemene bepalingen die gelden voor de begrotingen, de controle op de subsidies en voor de boekhouding van de gemeenschappen en de gewesten, alsook voor de organisatie van de controle door het Rekenhof en de artikelen 61 en 62 van het decreet van 20 december 2011 houdende regeling van de begroting en de boekhouding van de Diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap.

De Regering stelt de procedures voor de uitoefening van dit toezicht vast.

Art. 19. De Regering bepaalt, desnoods, voor zover de subsidievoorwaarden verband houden met de kwaliteit van de werkgelegenheid, de elementen die voortkomen uit het in het secretariaat-generaal opgerichte werkgelegenheidsregister, zoals bepaald bij het decreet van 19 oktober 2007 tot instelling van een niet-commercieel werkgelegenheidsregister in de Franse Gemeenschap.

Art. 20. Dit decreet wordt eenmaal om de vijf jaar geëvalueerd.

De evaluatie vindt plaats in de vorm van een verslag over de uitvoering van dit decreet. Het wordt gezamenlijk opgesteld door de Regering en het Waarnemingscentrum voor het cultuurbeleid en wordt voor advies voorgelegd aan de Hoge Raad voor Cultuur en de Overlegraad voor het cultureel erfgoed. Dit verslag wordt door de Regering aan het Parlement voorgelegd.

Art. 21. De in artikel 15 bedoelde kosteloze maatregel wordt om de vier jaar specifiek geëvalueerd in samenwerking met de dienstverlener die in het kader van een overheidsopdracht is geselecteerd om de actie te promoten, aan de hand van vooraf door de Overlegraad voor het cultureel erfgoed vastgestelde indicatoren.

Art. 22. Dit decreet is van toepassing op de musea en museuminstellingen die zijn erkend bij het decreet van 17 juli 2002 betreffende de erkenning en betoelaging van de musea en andere museale instellingen, aan de vooravond van de opheffing ervan. De voorwaarden die niet in overeenstemming zijn met de bepalingen van dit decreet worden bij de verlenging aangepast.

Art. 23. Het decreet van 17 juli 2002 betreffende de erkenning en betoelaging van de musea en andere museale instellingen, wordt opgeheven.

Art. 24. Dit besluit treedt in werking op 1 januari 2020.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Brussel, 25 april 2019.

De Minister-President, belast met Gelijke kansen en Vrouwenrechten,
R. DEMOTTE

De Vice-Presidente en Minister van Cultuur en Kind,
A. GREOLI

De Vice-President, Minister van Hoger Onderwijs, Onderwijs voor sociale promotie, Onderzoek en Media,
J.-Cl. MARCOURT

De Minister van Jeugd, Hulpverlening aan de Jeugd, Justitiehuzen, Sport en Promotie van Brussel,
belast met het toezicht op de Franse Gemeenschapscommissie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest,
R. MADRANE

De Minister van Onderwijs,
M.-M. SCHYNS

De Minister van Begroting, Ambtenarenzaken en Administratieve Vereenvoudiging,
A. FLAHAUT

—
Nota

Zitting 2018-2019

Stukken van het Parlement.

- Ontwerp van decreet, nr. 796-1.
- Commissieamendementen, nr. 796-2. - Commissieverslag nr. 796-3.
- Tekst aangenomen tijdens de commissie, nr. 796-4
- Tekst aangenomen tijdens de plenaire vergadering, nr. 796-5.

Integraal verslag.

- Bespreking en aanneming.
- Vergadering van 24 april 2019.

MINISTÈRE DE LA COMMUNAUTÉ FRANÇAISE

[C – 2019/13222]

25 AVRIL 2019. — Décret visant à modifier le décret du 17 juillet 2003 relatif à une intervention dans les frais de transport en commun public et/ou dans l'utilisation de la bicyclette des membres du personnel en vue d'y inclure notamment la bicyclette à assistance électrique

Le Parlement de la Communauté française a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit:

Article 1^{er}. Dans le paragraphe 1^{er} de l'article 7 du décret du 17 juillet 2003 relatif à une intervention dans les frais de transport en commun public et/ou dans l'utilisation de la bicyclette des membres du personnel, la modification suivante est apportée :

- à l'alinéa 2, les termes « une bicyclette électrique, une trottinette avec ou sans assistance électrique, » sont insérés entre les termes « Est assimilé à la bicyclette, » et « un fauteuil roulant ».

Art. 2. Le présent décret entre en vigueur le 1^{er} septembre 2019

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 25 avril 2019.

Le Ministre-Président, en charge de l'Égalité des Chances et des Droits des Femmes,
R. DEMOTTE

La Vice-Présidente et Ministre de la Culture et de l'Enfance,
A. GREOLI

Le Vice-Président et Ministre de l'Enseignement supérieur, de l'Enseignement de Promotion sociale,
de la Recherche et des Médias,
J.-Cl. MARCOURT